



Indignons-nous!

La dette publique qui sert de prétexte à l'austérité est une arnaque:

- L'Etat a perdu 7 milliards dans le sauvetage en 2008 de Fortis, Dexia et Cie. Fortis a ensuite été vendue à BNP Paribas pour une croûte de pain.

- Le gouvernement refait le même coup avec Dexia. Elle vient d'être "nationalisée" pour 4 milliards (trois fois sa valeur!), et maintenant Reynders cherche un repreneur au rabais.

- Depuis 2008, les garanties de l'Etat pour les titres toxiques accumulés par les spéculateurs se chiffrent à 130 milliards d'euros. Près de 40% du PIB! Au moindre crash, cette facture "à la grecque" sera présentée à la population!

- ArcelorMittal et d'innombrables entreprises qui ont reçu des cadeaux de l'Etat mettent la clé sous le paillason et partent en gardant le pognon...

Le remboursement de la dette publique est un vol au profit des banques, des grandes entreprises et des spéculateurs. Un vol organisé avec la complicité des pouvoirs publics, du FMI et de la Commission Européenne. De plus, ce n'est qu'un premier volet. Comme dans d'autres pays, d'autres mesures d'austérité vont suivre, Indignons-nous!

Contrôlons la facture !

Pourquoi les travailleur-euse-s devraient-ils se sacrifier à la place des banquiers, des spéculateurs et autres parasites de la finance? Pourquoi devraient-ils s'incliner devant la dictature des agences de notation? C'est inacceptable! Refusons de payer les yeux fermés! Exigeons de contrôler la facture:

- Imposons un moratoire sur le remboursement de la dette !
- Organisons un audit syndical et citoyen de la dette publique !
- Réclamons l'annulation des dettes illégitimes!

Pas de manifs promenades! Il faut un plan d'action pour faire reculer Di Rupo

Le capitalisme menace de nous ramener



au 19e siècle tout en détruisant la planète. Pour défendre nos intérêts et ceux de nos enfants, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces.



Il est plus que temps de résister: exigeons de nos syndicats le rejet de toute austérité. La chasse aux chômeur-euses ne créera pas d'emploi. Prenons l'argent là où il est pour développer un secteur public sous contrôle démocratique, afin de satisfaire les besoins sociaux et environnementaux.

Exigeons un plan d'action clair pour un changement de cap radical, en Belgique et en Europe. Nous ne voulons ni de manifestations promenades, ni de grèves sans lendemains. **Imposons une mobilisation pour gagner, tous ensemble.**

Des syndicalistes ont lancé un Appel à la Résistance Sociale qui a déjà recueilli plus de 1500 signatures. La LCR soutient cette initiative et vous invite à la soutenir.

www.resistancesociale.be

Des syndicats indépendants pour une autre politique!

Tous les partis au parlement acceptent le néolibéralisme. Le PS et le SP.a se sont applanis devant la droite, le patronat et les marchés financiers. Le monde du travail, les exploité-e-s et les opprimé-e-s ont besoin d'un nouveau parti.

Pour commencer, les syndicats doivent récupérer leur indépendance politique: Anne Demelenne doit quitter le bureau du PS et Luc Cortebecq doit quitter le bureau du CD&V. Il faut choisir son camp: on ne peut pas être à la fois dans la rue et à la direction de partis qui affrontent la rue.

En luttant tous ensemble, unis, créons les conditions d'une alternative politique!

La LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) lutte pour une alternative anticapitaliste, écosocialiste et démocratique. Rejoignez-nous!



Contact: info@lcr-lagauche.be
0474/91.64.59
20 rue Plantin - 1070 Bruxelles
www.lcr-lagauche.be